

Les subsides

Cela fait des années que la Nouvelle-Écosse dépend plus que toute autre province du pétrole importé et que ses habitants se demandent comment mettre à profit leurs abondantes ressources charbonnières pour réduire cette dépendance. On sait qu'il est possible d'extraire de l'essence du charbon. Les Allemands l'ont fait au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les Sud-Africains le font aujourd'hui, et les Américains consacrent des millions de dollars à la recherche sur la liquéfaction du charbon.

Déjà lorsque le premier ministre Buchanan était chef de l'opposition, il avait demandé au premier ministre Regan quelles étaient les perspectives en matière de liquéfaction du charbon. L'idée était appuyée par l'ex-chef du Nouveau parti démocratique de la Nouvelle-Écosse, M. Jeremy Ackerman, et par l'ancien président du Coal Council of Canada, M. Walsh.

En 1977, un accord en matière de remplacement et d'économie du pétrole a été signé par les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse prévoyant la création d'un fonds pour le financement de projets susceptibles de réduire l'utilisation du pétrole importé pour la production d'électricité, et la consommation de pétrole en général. Il n'y a donc rien de sinistre ni rien de scandaleux dans le fait de consacrer de l'argent à des travaux de recherche et de développement qui peuvent mener à une diminution de la dépendance à l'égard du pétrole importé en Nouvelle-Écosse et même, s'ils sont couronnés de succès, à la création de milliers d'emplois au Cap-Breton.

En effet, presque chaque jour à la Chambre des communes, les Tories et les néo-démocrates se plaignent que le gouvernement n'encourage pas suffisamment la recherche et le développement. De par leur définition même, les projets de recherche ne sont pas forcément couronnés de succès. Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas les entreprendre ou les encourager, tout comme il ne faut pas cesser de forer pour du pétrole parce que les puits ne sont pas tous productifs. Il faut risquer beaucoup d'argent dans le domaine de la recherche et du développement et en consacrer beaucoup à des études préliminaires et à des études de faisabilité avant de pouvoir entreprendre un projet qui pourra coûter des milliards.

J'en viens maintenant au cas de M. Gillespie. Voyons donc s'il a exercé une influence injustifiée pour obtenir un traitement de faveur ou jouir d'un accès privilégié...

Le président suppléant (M. Reid (Kenora-Rainy River)): A l'ordre. La parole est au député pour un rappel au Règlement.

M. Greenaway: Monsieur le Président, je voudrais simplement signaler au ministre que le Canada a une des pires réputations...

Le président suppléant (M. Reid (Kenora-Rainy River)): A l'ordre. Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Chrétien: ... auprès du gouvernement fédéral. Le 12 mars 1980, M. Gillespie s'entretient à Toronto avec le ministre de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse, M. Barkhouse, au sujet de la liquéfaction du charbon et de ses possibilités en Nouvelle-Écosse. Personne ne peut trouver à redire à cela. Une semaine plus tard, le 19 mars 1980, il rencontre des représentants de Petro-Canada et leur demande ce qu'ils pensent de la liquéfaction du charbon.

Le 15 mai 1980, M. Gillespie a le privilège d'entrer en contact avec le premier ministre M. Buchanan et il se peut qu'il cherche à obtenir un traitement de faveur du gouvernement tory de la Nouvelle-Écosse. M. Buchanan a invité Steve Rankin, président de Devco, à assister à cet entretien. M. Gillespie remet alors à MM. Buchanan et Rankin un exemplaire du mémoire suivant qu'il a écrit et intitulé «Liquéfaction du charbon, priorité nationale pour la région de l'Atlantique.» M. Buchanan donne son appui à cette proposition. M. Gillespie écrit à MM. Rankin et Buchanan le 22 mai 1980. Une fois encore, il n'enfreint pas les directives.

Le 27 mai 1980, M. Gillespie rencontre M. Cohen, sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et lui parle de la liquéfaction du charbon en Nouvelle-Écosse et lui fait savoir que M. Buchanan souscrit à cette idée. En juin 1980, M. Gillespie engage des pourparlers avec des sociétés en vue d'organiser un consortium lequel est constitué en octobre 1980.

Le 12 novembre 1980, M. Gillespie rencontre M. Cohen pour la deuxième fois et lui apprend la constitution du consortium. Le 16 novembre 1980, M. Gillespie parle de nouveau au premier ministre Buchanan, et de nouveau il obtient son appui. Le 6 décembre 1980, M. Gillespie écrit à M. Cohen et l'informe qu'il désire demander une subvention du fonds de substitution pétrolière Canada-Nouvelle-Écosse. Le 11 décembre 1980, M. Gillespie écrit une lettre similaire à M. Buchanan.

Le 5 janvier 1981, le premier ministre Buchanan écrit à M. Gillespie lui donnant son appui, mais à la condition qu'une société de la Couronne de la Nouvelle-Écosse participe de plein droit au consortium. S'il y a traitement de faveur, c'est bien là qu'il se trouve, et au profit de la Nouvelle-Écosse.

Le 22 janvier 1981, M. Gillespie écrit à M. Buchanan lui signifiant qu'il accepte ses conditions.

Ici je tiens à faire une pause pour annoncer au chef de l'opposition que M. Gillespie serait disposé à déposer toute la correspondance échangée avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. J'en ai fait la demande hier soir au premier ministre Buchanan. Ce dernier a refusé d'être mêlé à une controverse à la Chambre des communes, tout en ajoutant qu'il a appuyé publiquement le projet et qu'il continue de l'appuyer dans l'intérêt de la Nouvelle-Écosse. Mais, hier soir, il n'a pas voulu donner son accord au dépôt de la correspondance. Peut-être le chef de l'opposition pourrait-il le lui demander à nouveau.

Je tiens également à bien préciser que le consortium est constitué de Gulf Canada Products, de Petro-Canada, de Devco, de Nova Corporation et de Nova Scotia Resources Corporation, qui, ensemble, ont une participation de 97.5 p. 100. Celle d'Alastair Gillespie and Associates est de 2.5 p. 100. Est-ce que tous ces gens-là y seraient entrés uniquement pour faire plaisir à Alastair Gillespie?

Pour en revenir à ma chronologie, le 4 avril 1981, le premier ministre Buchanan, le vice-premier ministre (M. MacEachen) et M. Gillespie se présentent tous les trois à une tribune publique à Port Hawkesbury, dans l'île du Cap-Breton. Donc, s'il y a eu conspiration fédérale pour donner un traitement de faveur à M. Gillespie, le gouvernement conservateur de la Nouvelle-Écosse en a été un élément moteur et le principal complice.